

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

9 avril 2020

PROPOSITION DE LOI

**portant des dispositions diverses concernant
la cotisation fédérale destinée au financement
du Fonds social gaz et électricité**

AVIS DE LA COURS DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **0978/ (2019/2020):**

- 001: Proposition de loi de Mme Van der Straeten et
M. Vicaire et consorts.
- 002: Modification auteur.
- 003: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

9 april 2020

WETSVOORSTEL

**houdende diverse bepalingen inzake
de federale bijdrage tot financiering
van de sociale fondsen gas en elektriciteit**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **0978/ (2019/2020):**

- 001: Wetsvoorstel van mevrouw Van der Straeten en
de heer Vicaire c.s.
- 002: Wijziging indiener.
- 003: Amendementen.

01901

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)



AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Impact budgétaire de la proposition de loi portant des dispositions diverses concernant la cotisation fédérale destinée au financement du fonds social gaz et électricité (Doc 55 0978/001) et de ses amendements (Doc 55 0978/003).

Adopté en assemblée générale du 8 avril 2020



Cour des comptes

AVIS SUR LA PROPOSITION DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LA COTISATION
FÉDÉRALE DESTINÉE AU FINANCEMENT DU FONDS SOCIAL GAZ ET ÉLECTRICITÉ / 2

1 Demande d'avis

Par une lettre du 20 février 2020, le président de la Chambre des représentants a demandé à la Cour des comptes, conformément à l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre des représentants, une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution de recettes, qui découlerait de l'adoption de la proposition de loi suivante ainsi que de ses amendements :

- proposition de loi *portant des dispositions diverses concernant la cotisation fédérale destinée au financement du Fonds social gaz et électricité*, déposée par Mme T. Van der Straeten et M. A. Vicaire et consorts (Doc. parl., Chambre, DOC 55 0978/001) ;
- amendements 1 à 4 de Mme Dierick sur la proposition de loi *portant des dispositions diverses concernant la cotisation fédérale destinée au financement du Fonds social gaz et électricité* (Doc. parl., Chambre, DOC 55 0978/003).

Dans la mesure où l'adoption de cette proposition de loi et de ses amendements entraîne une incidence budgétaire similaire, le présent avis vaut pour ces deux documents.

2 La proposition de loi

La loi du 4 septembre 2002¹ a chargé les centres publics d'aide sociale (CPAS) d'accompagner et d'octroyer une aide financière aux personnes qui, malgré leurs efforts personnels, ont des difficultés pour payer leurs factures de gaz et d'électricité.

La loi prévoit que les moyens nécessaires au financement de ces mesures soient prélevés sur le fonds social gaz et électricité, géré par la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg). Ce fonds est alimenté par une partie de la cotisation fédérale due, par les clients finals, pour toutes les quantités d'électricité et de gaz naturel qu'ils consomment pour leur propre usage. La cotisation est prélevée par le gestionnaire du réseau et versée à la Creg.

Pour l'électricité, le montant annuel à verser au fonds social est fixé, par l'article 3, §4, de l'arrêté royal du 24 mars 2003², à 24.789.352 euros indexés annuellement. Toutefois, il n'a pas été indexé pour les années 2012 à 2018 et le montant, à financer par la cotisation fédérale, est resté bloqué à son niveau du 1^{er} janvier 2012 (30.750.170 euros par an).

En ce qui concerne le gaz, le montant est fixé, par l'article 3, §2, de l'arrêté royal du 2 avril 2014³, à 17.848.333 euros indexés annuellement. Comme pour l'électricité, ce montant n'a pas été indexé pour les années 2012 à 2018 et il est resté bloqué à 22.140.121 euros par an.

¹ Loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'aide sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies.

² Arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité.

³ Arrêté royal du 2 avril 2014 établissant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché du gaz naturel.



La loi du 20 décembre 2019⁴ n'a pas confirmé les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 19 décembre 2018⁵, qui prévoyaient que les montants à verser, pour l'année 2019, au fonds social gaz et électricité soient arrêtés à leur niveau du 1^{er} janvier 2012.

Comme cette loi l'autorise et pour ne pas augmenter la cotisation fédérale, le coût de l'indexation pour l'année 2019 (3.571.616 euros pour l'électricité et 2.571.579 euros pour le gaz) sera financé par le fonds de réduction forfaitaire pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité. Le coût de l'indexation est défini comme la différence entre le montant perçu en 2012 et le montant indexé pour l'année 2019.

Le fonds de réduction forfaitaire pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité, également géré par le Creg, a été supprimé par la loi du 8 janvier 2012⁶. Son solde s'élevait, au 31 décembre 2019, à 24.404.014 euros (16.810.476 euros pour l'électricité et 7.593.538 euros pour le gaz).

La Creg attend un arrêté royal, pris en exécution de l'article 107 de la loi du 8 janvier 2012 précitée, pour affecter une partie du solde du fonds de réduction forfaitaire pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité, au financement de l'indexation des moyens affectés au fonds social gaz et électricité pour l'année 2019.

Après le versement de l'indexation 2019 aux CPAS, le solde du fonds de réduction forfaitaire pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité s'établira à 18.260.819 euros (13.238.860 euros pour l'électricité et 5.021.959 euros pour le gaz).

L'arrêté royal du 17 décembre 2019⁷ prévoit que les montants à verser, en 2020, au fonds social gaz et électricité soient, à nouveau, arrêtés à leur niveau du 1^{er} janvier 2012.

⁴ Loi du 20 décembre 2019 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

⁵ Arrêté royal du 19 décembre 2018 portant modifications de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité et de l'arrêté royal du 2 avril 2014 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché du gaz naturel et fixant les montants prévus pour le financement des passifs nucléaires BP1 et BP2 pour la période 2019-2023.

⁶ Loi du 8 janvier 2012 portant modifications de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

⁷ Arrêté royal du 17 décembre 2019 portant modifications de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité et de l'arrêté royal du 2 avril 2014 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché du gaz naturel.



Cour des comptes

AVIS SUR LA PROPOSITION DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LA COTISATION
FÉDÉRALE DESTINÉE AU FINANCEMENT DU FONDS SOCIAL GAZ ET ÉLECTRICITÉ

/ 4

La proposition de loi examinée vise à ne pas confirmer les dispositions prévues aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 17 décembre 2019 et à autoriser que le solde du fonds de réduction forfaitaire pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité soit, à tout le moins, utilisé pour le financement de l'indexation annuelle des montants versés au fonds social gaz et électricité.

Les amendements auront, par contre, pour effet de confirmer tous les articles de l'arrêté royal du 17 décembre 2019. Mais ils prévoient, par ailleurs, que la Creg devra transférer du solde du fonds de réduction forfaitaire pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité, et ce jusqu'à épuisement de celui-ci, vers le fonds social gaz et électricité, les moyens nécessaires à l'indexation des montants à verser à ce dernier. Les amendements déterminent les montants à transférer ainsi que les dates des transferts.

L'un des objectifs, tant du projet de loi que des amendements, serait que la Creg ne doive plus attendre une initiative du Roi pour affecter le solde du fonds de réduction forfaitaire pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité, au financement de l'indexation des montants à verser au fonds social gaz et électricité.

3 Estimation des nouvelles dépenses

Pour estimer les dépenses nouvelles découlant de l'adoption de cette proposition de loi, la Cour des comptes a évalué le coût de l'indexation du financement du fonds social gaz et électricité, en se basant sur les indices des prix à la consommation (base 2004), calculés par le Bureau fédéral du plan. De ce fait, elle n'a pu estimer le coût de l'indexation que pour les années 2020 et 2021.

Tant pour l'électricité que pour le gaz, la formule utilisée porte sur la différence entre le montant que le fonds social a reçu en 2012 (qui représente l'intervention actuelle de la cotisation fédérale) et le montant indexé à lui verser. La formule est la même que celle reprise dans les amendements.

Électricité

Le coût de l'indexation pour les années 2020 et 2021 est estimé à respectivement 3.704.186 euros et 4.122.942 euros.

Ces indexations pourront être financées par le fonds de réduction forfaitaire pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité dont le solde, pour la partie électricité, s'élèvera à 13.238.860 euros, après le versement de l'indexation de l'année 2019 au CPAS.

En extrapolant, le fonds pourrait encore financer l'indexation de l'année 2022 mais il ne disposerait plus des moyens suffisants pour financer la totalité de l'indexation de l'année 2023.

Gaz

Le coût de l'indexation pour les années 2020 et 2021 est estimé à respectivement 2.667.014 euros et 2.968.518 euros.

Le solde, pour la partie gaz, du fonds de réduction forfaitaire pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité (5.021.959 euros après le versement de l'indexation de l'année 2019 aux CPAS), permettra de financer l'indexation de l'année 2020. Il ne pourra toutefois pas financer la totalité de l'indexation de l'année 2021.



Cour des comptes

AVIS SUR LA PROPOSITION DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LA COTISATION
FÉDÉRALE DESTINÉE AU FINANCEMENT DU FONDS SOCIAL GAZ ET ÉLECTRICITÉ

/5

4 Conclusions

Le solde du fonds de réduction forfaitaire pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité sera suffisant pour couvrir l'indexation du financement du fonds social gaz et électricité pour l'année 2020.

Pour le gaz, il ne pourra pas financer la totalité de l'indexation de l'année 2021. En ce qui concerne l'électricité, il pourra financer l'indexation des années 2021 et 2022 mais il ne permettra pas de financer la totalité de l'indexation de l'année 2023.



ADVIES VAN HET REKENHOF

Budgettaire impact van het wetsvoorstel houdende diverse bepalingen inzake de federale bijdrage tot financiering van de sociale fondsen gas en elektriciteit (Doc 55 0978/001) en van de amendementen ervan (Doc 55 0978/003)

Aangenomen in de algemene vergadering van 8 april 2020



1 Vraag om advies

Op grond van artikel 79, 1^e lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht de voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers het Rekenhof bij brief d.d. 20 februari 2020 een nota op te stellen met een raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten die zouden voortvloeien uit de goedkeuring van het volgende wetsvoorstel en de amendementen ervan:

- wetsvoorstel houdende diverse bepalingen inzake de federale bijdrage tot financiering van de sociale fondsen gas en elektriciteit, ingediend door mevrouw T. Van der Straeten en de heer A. Vicaire c.s. (Parl. Doc. Kamer, DOC 55 0978/001) ;
- amendementen 1 tot 4 van mevrouw Dierick op het wetsvoorstel houdende diverse bepalingen inzake de federale bijdrage tot financiering van de sociale fondsen gas en elektriciteit (Parl. Doc. Kamer, DOC 55 0978/003).

Aangezien de goedkeuring van dit wetsvoorstel en die van de amendementen een vergelijkbare budgettaire impact hebben, geldt het voorliggend advies voor die twee documenten.

2 Wetsvoorstel

De wet van 4 september 2002¹ heeft de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (OCMW's) de opdracht gegeven personen die ondanks hun persoonlijke inspanningen, moeilijkheden ondervinden om hun gas- en elektriciteitsfacturen te betalen, te begeleiden en een financiële steun toe te kennen.

De wet bepaalt dat de noodzakelijke middelen voor de financiering van die maatregelen worden voorafgenomen van het sociaal fonds gas en elektriciteit dat wordt beheerd door de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG). Dat fonds wordt gestijfd door een deel van de federale bijdrage die eindafnemers verschuldigd zijn voor alle hoeveelheden elektriciteit en aardgas die ze voor eigen gebruik consumeren. De bijdrage wordt door de netbeheerder voorafgenomen en aan de CREG gestort.

Het jaarlijks bedrag dat aan het sociaal fonds moet worden gestort voor de elektriciteit, is door artikel 3, § 4, van het koninklijk besluit van 24 maart 2003² vastgelegd op 24.789.352 euro, een bedrag dat jaarlijks wordt geïndexeerd. Voor de jaren 2012 tot 2018 werd het echter niet geïndexeerd, en het door de federale bijdrage te financieren bedrag bleef geblokkeerd op het niveau van 1 januari 2012 (30.750.170 euro per jaar).

¹ Wet van 4 september 2002 houdende toewijzing van een opdracht aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn inzake de begeleiding en de financiële maatschappelijke steunverlening aan de meest hulpbehoevenden inzake energielevering.

² Koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt.



Het bedrag voor gas wordt door artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 2 april 2014³ vastgelegd op 17.848.333 euro en wordt jaarlijks geïndexeerd. Zoals voor elektriciteit werd dat bedrag niet geïndexeerd voor de jaren 2012 tot 2018 en bleef het geblokkeerd op 22.140.121 euro per jaar.

De wet van 20 december 2019⁴ heeft de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 19 december 2018⁵ niet bekrachtigd. Deze artikelen bepaalden dat de voor 2019 aan het sociaal fonds gas en elektriciteit te storten bedragen werden vastgelegd op hun niveau van 1 januari 2012.

Zoals toegelaten door die wet en om de federale bijdrage niet te verhogen, zullen de kosten van de indexering voor 2019 (3.571.616 euro voor elektriciteit en 2.571.579 euro voor gas) worden gefinancierd door het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit. De kosten van de indexering worden gedefinieerd als het verschil tussen het in 2012 geïnde bedrag en het geïndexeerde bedrag voor 2019.

Het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit, dat eveneens werd beheerd door de CREG, werd door de wet van 8 januari 2012⁶ opgeheven. Op 31 december 2019 had het een saldo van 24.404.014 euro (16.810.476 euro voor elektriciteit en 7.593.538 euro voor aardgas).

De CREG wacht op een koninklijk besluit dat in uitvoering van artikel 107 van de bovenvermelde wet van 8 januari 2012 moet worden genomen om een deel van het saldo van het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit te bestemmen voor de financiering van de indexering van de kredieten toegekend aan het sociaal fonds gas en elektriciteit voor 2019.

Na de storting van de indexering 2019 aan de OCMW's zal het saldo van het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit 18.260.819 euro bedragen (13.238.860 euro voor elektriciteit en 5.021.959 euro voor aardgas).

³ Koninklijk besluit van 2 april 2014 tot vaststelling van de nadere regels betreffende een federale bijdrage bestemd voor de financiering van bepaalde openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de aardgasmarkt.

⁴ Wet van 20 december 2019 houdende bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen krachtens de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.

⁵ Koninklijk besluit van 19 december 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt en van het koninklijk besluit van 2 april 2014 tot vaststelling van de nadere regels betreffende een federale bijdrage bestemd voor de financiering van bepaalde openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de aardgasmarkt en ter vaststelling van de bedragen voorzien voor de financiering van de nucleaire passiva BP1 en BP2 voor de periode 2019-2023.

⁶ Wet van 8 januari 2012 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.



Het koninklijk besluit van 17 december 2019⁷ bepaalt dat de bedragen die in 2020 aan het sociaal fonds gas en elektriciteit moeten worden gestort, opnieuw worden vastgelegd op hun niveau van 1 januari 2012.

Het onderzochte wetsvoorstel heeft tot doel de bepalingen van de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 17 december 2019 niet te bekrachtigen en toe te laten dat het saldo van het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit op zijn minst zou worden gebruikt voor de financiering van de jaarlijkse indexering van de bedragen die worden gestort aan het sociaal fonds gas en elektriciteit.

De amendementen zullen daarentegen tot gevolg hebben dat alle artikelen van het koninklijk besluit van 17 december 2019 worden bekrachtigd. Ze bepalen overigens dat de CREG van het saldo van het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit naar het sociaal fonds gas en elektriciteit de nodige kredieten voor de indexering van de aan dat laatste fonds te storten bedragen zal moeten overhevelen totdat het Fonds voor forfaitaire verminderingen is uitgeput. De amendementen bepalen de over te hevelen bedragen en de datums waarop die overdrachten moeten gebeuren.

Zowel het wetsontwerp als de amendementen willen onder andere bekomen dat de CREG niet meer moet wachten op een initiatief van de Koning om het saldo van het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit te bestemmen voor de financiering van de indexering van de bedragen die aan het sociaal fonds gas en elektriciteit moeten worden gestort.

3 Raming van de nieuwe uitgaven

Om de nieuwe uitgaven te ramen waartoe de goedkeuring van dat wetsvoorstel zou leiden, heeft het Rekenhof de kosten geraamd van de indexering van de financiering van het sociaal fonds gas en elektriciteit uitgaande van de indexcijfers van de consumptieprijzen (basis 2004) die door het Federaal Planbureau zijn berekend. Het heeft zodoende de kosten van de indexering enkel kunnen berekenen voor de jaren 2020 en 2021.

De gehanteerde formule heeft zowel voor elektriciteit als voor gas betrekking op het verschil tussen het bedrag dat het sociaal fonds in 2012 heeft ontvangen (dat de huidige tussenkomst van de federale bijdrage vertegenwoordigt) en het geïndexeerde bedrag dat aan het sociaal fonds moet worden gestort. Voor de amendementen wordt dezelfde formule gebruikt.

Elektriciteit

De kosten voor de indexering voor de jaren 2020 en 2021 worden geraamd op respectievelijk 3.704.186 euro en 4.122.942 euro.

Die indexeringen zullen kunnen worden gefinancierd door het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit, waarvan het saldo voor het

⁷ Koninklijk besluit van 17 december 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt en van het koninklijk besluit van 2 april 2014 tot vaststelling van de nadere regels betreffende een federale bijdrage bestemd voor de financiering van bepaalde openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de aardgasmarkt.



gedeelte elektriciteit 13.238.860 euro zal bedragen na de storting aan de OCMW's van de indexering voor het jaar 2019.

Op basis van extrapolatie zou het fonds nog de indexering voor het jaar 2022 kunnen financieren, maar het zou niet meer over voldoende middelen beschikken om de totale indexering voor 2023 te financieren.

Gas

De kosten voor de indexering voor de jaren 2020 en 2021 worden geraamd op respectievelijk 2.667.014 euro en 2.968.518 euro.

Met het saldo van het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit voor het gedeelte gas (5.021.959 euro na de storting aan de OCMW's van de indexering voor 2019), zal nog de indexering van het jaar 2020 kunnen worden gefinancierd. Dat saldo zal echter niet meer de volledige indexering voor het jaar 2021 kunnen financieren.

4 Conclusies

Het saldo van het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit zal volstaan om de indexering van de financiering van het sociaal fonds gas en elektriciteit voor het jaar 2020 te dekken.

Voor gas zal het niet de volledige indexering voor het jaar 2021 kunnen financieren. Voor elektriciteit zal het de indexering voor de jaren 2021 en 2022 kunnen financieren, maar zal het niet volstaan om de volledige indexering voor het jaar 2023 te financieren.